

Campagne Impôt sur les revenus : un rendez-vous citoyen important...sur fond de suppression d'emplois !

De 2002 à 2012, le nombre de contribuables reçus nationalement par notre administration pendant la campagne Impôts sur les Revenus a été multiplié par deux, passant de 3,2 millions à près de 6 millions. C'est bien la preuve que les contribuables ont besoin d'accueil physique !

Sur cette même période, la Direction Générale des Finances Publiques a perdu 25000 emplois ce qui a pour conséquence d'allonger les délais d'attentes pour les usagers, et de réduire la disponibilité des personnels. Cela s'accompagne d'une forte dégradation de l'exercice des missions pourtant essentielles pour assurer la justice fiscale, la lutte contre la fraude fiscale, la gestion et le contrôle des collectivités locales.

L'ensemble des organisations syndicales unies revendiquent et interpellent les pouvoirs publics pour soutenir et renforcer notre administration pour un meilleur service public.

Un constat implacable : il manque des emplois !

Voici la situation des sous effectifs des Services des Impôts des Particuliers qui vous accueillent dans le cadre de la campagne d'Impôts sur les Revenus :

	Cité	Mirail	Rangueil	Balma	Colomiers	Muret	St Gaudens
Situation effectifs	- 3,9	-3,2	-2,1	-4,4	-2,3	-3,3	-3,3

Explosion de l'accueil dans les Trésoreries de proximité !

Les demandes de renseignements impactent non seulement les Services des Impôts des Particuliers, mais aussi les Trésoreries de proximité (14.527 en 2011 et 18.075 en 2012 pour l'ensemble des trésoreries du département). Malgré ce constat, aucun emploi supplémentaire n'est venu renforcer ces services.

Quelques exemples du volume de personnes reçues

Trésorerie	2011	2012	Trésorerie	2011	2012
Caraman	287	352	Aucamville	1506	2630
Castanet	843	1244	Blagnac	1003	2363
Fronton	577	1347	Cugnaux	972	1073
Nailloux	78	234	Volvestre	769	924
Revel	117	737	Cazères	265	482
Villefranche	402	605	Boulogne	90	322

Nicolas Sarkozy avait en son temps souligné le fait que la crise systémique de 2008 avait eu un plus faible impact sur notre pays grâce aux services publics « à la Française ».

Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances rappelait il y a peu que notre administration était « au cœur de la République ».

Pour autant, ni les uns, ni les autres n'ont remis en cause les suppressions d'emplois dans notre Administration... au nom de cette même crise !!!

Ces suppressions d'emplois accentuent la dégradation du service public des Finances Publiques.

Ce sont toujours ceux qui doivent bénéficier de ces services qui en subissent toujours un peu plus les conséquences et ce sont souvent les plus faibles.

Toulouse, le 27 mai 2013

FINANCES PUBLIQUES NON PRIORITAIRES, USAGERS VOUS ETES CONCERNES

L'administration des Finances publiques est à nouveau la cible du gouvernement en terme de réduction des dépenses publiques. Ainsi, après les 2 023 emplois supprimés (25 000 emplois en moins en 10 ans), une baisse des crédits de fonctionnement autour de 7% est confirmée. L'addition est lourde pour la Direction Générale des Finances Publiques tant en détérioration du service rendu qu'en termes de conditions de vie au travail des personnels.

Finances Publiques en danger : Quelles conséquences pour vous ?

Pour vous

Des files d'attente qui s'allongent notamment durant la campagne Impôt sur le Revenu, les périodes des avis de taxe d'habitation et de taxe foncière.

Faute de personnel, une écoute et une disponibilité qui se réduisent alors que la législation ne cesse de se complexifier et que les difficultés économiques et sociales s'aggravent.

La disparition de trésoreries de proximité réduit l'accès au service public et l'égalité de traitement des citoyens sur l'ensemble du territoire.

La remise en cause de l'égalité de traitement entre les usagers pour ceux qui n'ont pas accès à internet et qui ne peuvent se déplacer.



Pour nous

Une augmentation de la charge de travail à l'accueil :

- physique : + 56,23%
- téléphonique : +33,33%

+ de 1 200 fermetures de guichets en milieu rural et péri-urbain

Développement de l'e-administration : télé-déclaration, télé-paiement, télé-correction et mise en place de centres d'appels téléphoniques dépersonnalisés.

Aujourd'hui, des réflexions de réorganisation dans le cadre de la Modernisation de l'Action Publique sont en cours mais elles se traduisent par une dégradation de la qualité du service public. Pour les agents des Finances Publiques et les organisations syndicales, la crainte de voir à nouveau des mises en danger des conditions d'exercice des missions et un resserrement du maillage territorial est bien réelle, alors que la population, face aux difficultés économiques et sociales grandissantes a besoin d'un service public de proximité et de qualité pour tous.

Les agents des Finances Publiques vous interpellent et tirent le signal d'alarme.

Pour nous, agents, les missions de la Direction Générale des Finances Publiques doivent être essentielles dans cette période de crise.

Pour vous, usagers, elles sont indispensables pour une meilleure justice fiscale et sociale.

ENSEMBLE DÉFENDONS NOS SERVICES PUBLICS. INTERPELLEZ VOS ÉLUS SUR LE SERVICE PUBLIC